

Accélérer l'accès aux ressources : terre, énergies propres, eau, et assainissement

Données factuelles, solutions, études de cas et recommandations d'orientation

APERÇU

Lorsque les filles et les femmes sont confrontées à de sévères restrictions d'accès à des ressources telles que la terre, l'énergie, et l'eau et l'assainissement, les conséquences sont multiples et complexes. Ces limitations peuvent avoir des influences en termes de santé, d'éducation, de logement et de moyens de subsistance, ainsi qu'aux niveaux de la sécurité et de la pérennité des environnements dans lesquels elles vivent. Le présent document d'orientation examine sept solutions présentant des approches favorables à l'égalité de genre susceptibles d'accélérer l'indispensable accès aux ressources. Ces solutions comprennent notamment une amélioration de l'accès aux énergies propres, à la fois au domicile et à l'extérieur, une garantie des droits de propriété et d'héritage pour les femmes, la mise en œuvre d'une approche intégrale en ce qui concerne l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), l'inclusion des femmes à tous les niveaux de décisions en lien avec la gestion des ressources et l'amélioration des services d'eau et de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)

SECTION 1 : DÉFINITION DE LA QUESTION

Les objectifs de développement durable (ODD) proposent un cadre permettant l'accélération de l'accès des femmes à la terre, à l'eau, à l'assainissement, à l'énergie et à d'autres ressources, qui a le potentiel de soulager la pauvreté dans le monde entier (cf. colonne de droite). Les filles et les femmes, plus spécifiquement, profiteront d'un meilleur accès à ces ressources grâce aux améliorations qui s'en ressentiront sur leur richesse, leur santé, leur éducation, leur sécurité, leur dignité et leur sécurité financière. Elles gagneront en outre également du temps productif et auront des occasions de se faire entendre et de participer aux prises de décision. Plusieurs accords internationaux reconnaissent le lien essentiel entre l'accès aux ressources et la promotion de la prospérité économique.

La terre est une ressource importante pour les filles et les femmes, qui se décline sous la forme d'une source de revenu, d'un logement et de sécurité au quotidien, et ce, au quotidien et pendant les périodes plus difficiles ; mais les lois sur l'héritage et la propriété, ainsi que les pratiques, favorisent généralement les hommes¹. Dans presque tous les pays pour lesquels des données sont disponibles, les hommes sont plus susceptibles que les femmes de posséder des terres agricoles. Dans 27 pays, les femmes représentent moins de 10 % des propriétaires terriens, et détiennent une moindre proportion de l'ensemble des terres arables². Et ces informations ne reposent que sur les données disponibles, car il n'y a pas de données mondiales collectées de manière systématique sur les droits de propriété des femmes – plusieurs pans de la question demeurent donc inconnus³.

➔ *Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Stimuler l'autonomisation économique des femmes ».*

Les rôles de genre rigides de nombreuses sociétés placent la femme au centre de la famille, la rendant responsable des ressources pour le foyer (aliments, eau et combustible pour se chauffer et cuisiner), ainsi que des soins des membres de la famille, alors que les moyens financiers lui permettant de contrôler leur accès à ces ressources leur font souvent défaut⁴. Et au vu du temps qu'elles doivent dévouer à la satisfaction des besoins du ménage, leurs possibilités en termes d'éducation, de culture maraîchère, de génération de revenu, de repos, d'engagement communautaire ou de soin des enfants – qui, toutes, leur permettraient d'améliorer à la fois leur niveau de vie et leur bien-être, et ceux de leur famille – sont limitées⁵.

Le stress environnemental impacte de plus en plus fortement l'accès aux ressources, qui concerne les femmes de manière disproportionnée⁶. D'ici à 2030, les experts prévoient une diminution de 40 % de l'eau disponible au niveau mondial, ce qui alourdira d'autant le fardeau des femmes qui sont chargées d'assurer les ressources d'eau de la famille⁷. De plus, à mesure que l'eau, mais aussi le bois de chauffage et les terres, se raréfient et que les femmes sont exclues des décisions relatives à ces ressources, ces dernières leur sont de moins en moins accessibles⁸.

➔ *Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Investir en faveur des femmes pour*



Accélérer l'accès des filles et des femmes aux ressources, à l'eau et à l'assainissement est en lien avec la réalisation de plusieurs cibles et objectifs de développement durable (ODD), dont les suivants :

ODD 1 : Éliminer toutes les formes de pauvreté dans le monde entier

- **1.3** Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient
- **1.4** D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance
- **1.5** D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental

ODD 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir l'agriculture durable

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.



Le manque d'accès aux ressources naturelles, et de prises de décision quant à leur utilisation, ont souvent de lourdes répercussions sur la santé physique et mentale des femmes, réduisent leur capacité à protéger leur vie privée et à adopter des comportements sains. De plus, puisqu'elles sont contraintes de parcourir des distances plus longues pour se procurer ces ressources, les filles et les femmes sont confrontées à des risques accrus de violence sexuelle et d'attaques par des animaux⁹. Les statistiques suivantes viennent souligner les défis que toutes les personnes vivant dans la pauvreté, mais particulièrement les femmes, doivent relever :

- En moyenne, moins de 20 % des terres agricoles du monde entier sont la propriété de femmes¹⁰, mais aucune données mondiales n'existent sur la véritable étendue des droits fonciers des femmes¹¹.
- Une personne sur sept pratique la défécation à l'air libre, soit parce qu'elle ne dispose pas de latrines chez elle, ou parce qu'elles sont considérées peu sûres ou sales¹².
- Chaque année, les filles et les femmes passent 97 milliards d'heures à la recherche d'un lieu sûr où déféquer¹³.
- Une femme sur trois est confrontée à la violence basée sur le genre¹⁴. Aller chercher du combustible, de l'eau, se baigner à l'air libre et déféquer à l'air libre peuvent exposer les filles et les femmes à du harcèlement et des violences sexuelles¹⁵.
- Dans le monde, les femmes et les enfants passent chaque année 73 milliards d'heures à aller chercher de l'eau¹⁶.
- Les femmes et les enfants passent jusqu'à 5 heures par jour à ramasser du combustible pour les besoins domestiques, par manque d'accès à des combustibles non polluants pour la cuisine et à des cuisinières¹⁷.
- Des temps d'attente de une à deux heures aux kiosques à eau sont courants dans les zones urbaines denses, avec des ratios de tubes d'alimentation d'eau par personne de 1:500¹⁸.
- Dans les pays à revenu faible à intermédiaire, près de la moitié des écoles ont un accès inadapté à l'eau et à l'assainissement¹⁹, ce qui augmente la probabilité d'absentéisme des adolescentes²⁰.

SECTION 2 : SOLUTIONS ET INTERVENTIONS

L'accès limité aux ressources a des conséquences transversales, impactant la santé, l'éducation, la garantie des droits fonciers, le logement, les pratiques culturelles, l'auto-détermination et les droits humains des personnes et communautés concernées. Au sein de ce paysage multisectoriel, une approche unique n'est pas adaptée et ne suffit pas. Le présent document d'orientation examine sept solutions prenant en compte des approches sensibles au genre qui peuvent être généralisées, afin d'avoir un impact réel pour les femmes :

- Impliquer les femmes dans les efforts de promotion de l'accès universel à des sources abordables, sûres et durables d'énergie propre, dont des cuisinières et autres technologies productives non polluantes, dans toutes les maisons et les communautés
- Améliorer et faire respecter les droits des femmes sur la terre et les ressources productives, y compris leurs droits juridiques à l'accès, au contrôle, à la propriété et à l'héritage
- Inclure les femmes dans les prises de décision relatives à la gestion des terres et des ressources, dont la planification énergétique nationale
- Mettre en œuvre les approches complètes du cadre de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH)
- Améliorer les services hydrauliques
- Promouvoir l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)
- Mettre en place des services WASH complets dans les écoles, dont des dispositions relatives à la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM)

Impliquer les femmes dans les efforts de promotion de l'accès universel à des sources abordables, sûres et durables d'énergie propre, dont des cuisinières et autres technologies productives non polluantes, dans toutes les maisons et les communautés

Tout foyer a besoin d'une source sûre et fiable d'énergie propre et favorable à l'environnement pour la cuisine, l'éclairage, le chauffage et les usages productifs. L'accès à un éclairage non polluant, abordable et plus sûr pour la maison peut permettre d'économiser de l'argent, d'améliorer la santé, de réduire les risques d'incendie et de contribuer aux moyens de subsistance, puisque les femmes peuvent ainsi investir le temps qu'elles passaient à collecter du combustible dans d'autres projets plus productifs²¹. L'accès à un éclairage domestique non polluant et sûr permet également aux femmes de réduire les dépenses en alternatives, telles que le kérosène, les bougies et les lampes torches, et d'accorder ainsi



- **2.3** D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles

ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- **5.a** Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne

ODD 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

- **6.1** D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable
- **6.2** D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable

ODD 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

- **7.1** D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable

ODD 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

- **11.1** D'ici à 2030, assurer l'accès de



davantage de ressources financières aux besoins du ménage et des enfants²².

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Investir en faveur des femmes pour juguler le changement climatique et préserver l'environnement ».

Malgré l'absence de solides données empiriques permettant de quantifier les avantages d'une électrification des zones rurales, l'expérience suggère que lorsqu'un ménage ou une communauté a accès à l'électricité et à des cuisinières et combustibles moins polluants et plus efficaces, une amélioration de l'économie et de la qualité de vie de la population s'en ressent. Par exemple, le manque d'éclairage est un défi à l'amélioration de l'alphabétisation de 774 millions de personnes dans le monde qui ne savent pas lire, dont les deux tiers sont des femmes^{23,24}. Une étude du Bangladesh a notamment révélé que le taux d'alphabétisation des femmes était de 22 % supérieur dans les foyers doté d'électricité.

L'utilisation de combustibles polluants représente également un lourd fardeau pour le développement durable. À l'échelle mondiale, trois milliards de personnes dépendent de combustibles issus de la biomasse pour cuisiner (bois, excréments d'animaux et déchets agricoles) dont les conséquences sont lourdes sur l'environnement et la santé, et impactent les femmes et les enfants de manière disproportionnée. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, la pollution de l'air intérieur par la cuisson tue plus de quatre millions de personnes chaque année, et des millions d'autres en tombent malades. Améliorer l'accès des femmes à des cuisinières et combustibles sûrs, abordables et non polluants est une des solutions qui peuvent permettre de réduire radicalement la consommation de combustibles et l'exposition aux fumées nocives des cuisinières, et de limiter les risques associés à la collecte ou l'acquisition de combustible²⁵.

Afin d'accélérer la progression vers l'accès universel à l'énergie dans les ménages, il est essentiel que les besoins et opinions des femmes soient intégrés dans tous les aspects de la chaîne de valeur – allant de la recherche à la conception, en passant par la production, la commercialisation, la vente et la distribution²⁶. L'expérience a démontré que sans les opinions et avis des femmes, les produits ne répondent pas à leurs besoins et ne sont pas utilisés de manière cohérente. Impliquer les femmes crée également des occasions de développer leurs moyens de subsistance dans la chaîne de valeur du combustible pour la cuisson, en tant que fournisseuses de déchets agricoles, productrices de briquettes de charbon de bois et distributrices de ces combustibles pour la cuisson. Les entreprises menées par des femmes qui vendent des combustibles non polluants, des cuisinières ainsi que des technologies non polluantes et emploient des femmes à la commercialisation, la distribution et le service après-vente devraient être soutenues. En leur qualité de gestionnaires de l'énergie du ménage, les femmes occupent une position unique pour se connecter avec leurs pairs, augmenter la sensibilisation et fournir des produits et services connexes²⁷.

Étude de cas : Les résultats des vendeuses de cuisinières dépassent ceux des vendeurs

Une étude menée au Kenya par l'École de Santé publique Johns Hopkins Bloomberg a révélé qu'en termes de vente de cuisinières, les femmes sont les expertes. Les résultats de l'étude indiquent que les vendeuses ont des résultats 3 fois supérieurs à ceux des vendeurs, et que les ventes importantes sont deux fois plus susceptibles d'être attribuables à des femmes qu'à des hommes²⁸. Non seulement les vendeuses sont-elles plus efficaces à conclure des marchés, mais elles sont également mieux à même de démontrer les avantages de leur produit : les femmes ayant acheté une cuisinière à une vendeuse étaient en effet plus susceptibles de témoigner d'une utilisation correcte et cohérente du produit que celle l'ayant acheté à un vendeur ; tout comme elles étaient plus enclines à commenter les avantages à utiliser leur fourneau²⁹. L'étude a indiqué que l'implication d'entrepreneuses dans la chaîne de valeur de la cuisine non polluante est positive, à la fois pour les personnes et la communauté.

Pour que les ménages des communautés qui ne sont pas connectées au réseau électriques aient un meilleur accès à l'éclairage, le secteur privé doit créer et commercialiser des produits d'éclairage domestique qui soient abordables, tels que les produits solaires, pour les populations aux faibles revenus. Une approche possible est celle du programme d'éclairage payé à la consommation, en coordination avec des coopératives de crédit et d'économie ou des institutions de microfinance. Ces programmes permettent aux ménages de payer le coût des systèmes d'éclairage en versements correspondants à leurs dépenses habituelles en kérosène ou bougies³⁰. Les partenariats public-privé peuvent également explorer de nouvelles approches afin d'augmenter la demande d'éclairage domestique solaire, en donnant aux femmes l'occasion d'utiliser les lampes solaires chez elles avant de les acheter.

Étude de cas : L'approche des pieds nus – les ingénieures en énergie solaire aux pieds nus d'Afrique

Les ingénieures en énergie solaire aux pieds nus d'Afrique œuvrent à l'amélioration de la vie des populations rurales pauvres habitant des villages isolés et non connectés aux réseaux électriques³¹. Ces femmes, dont plusieurs sont grands-mères et la plupart sont illettrées, travaillent dans les 21 pays les moins développés d'Afrique, contribuant à fournir un éclairage en énergie solaire, propre et à faible coût, à leur communauté³². Depuis 2005, plus de 704 femmes d'Afrique se sont formées au Barefoot College (Institut aux pieds nus)³³. En six mois, ces femmes ont appris à fabriquer, installer et entretenir des systèmes d'éclairage domestique à énergie solaire et ont pu transformer la vie de plus de 2 000 familles dans des villages fonctionnant à l'énergie solaire en Afrique³⁴.



Accords internationaux pertinents :

- Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet Planète Terre) (1992)
- Objectifs du millénaire pour le développement (2000-2015)
- Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » (2005-2015)
- Partenariat Assainissement et eau pour tous (2010)
- Énergie durable pour tous (2011)
- Objectifs de développement durable (2015-2030)
- Nouvel agenda urbain (2016)



Améliorer et faire respecter les droits des femmes sur la terre et les ressources productives, y compris leurs droits juridiques à l'accès, au contrôle, à la propriété et à l'héritage

La promotion des droits fonciers des femmes est une solution efficace à long terme pour développer les possibilités pour les femmes et améliorer la santé et le bien-être des communautés³⁵. Lorsque les femmes disposent de droits fonciers garantis, leur condition s'améliore et elles sont mieux outillées pour prendre soin d'elles-mêmes et de leur famille, et pour briser le cercle de la pauvreté³⁶. Il a été démontré que lorsque les femmes jouissent de droits fonciers, leur condition et leur rôle au sein des prises de décision du ménage s'améliorent. Ceci peut permettre de garantir une meilleure alimentation et la sécurité alimentaire, d'allonger la durée de scolarisation des enfants, de bénéficier de meilleurs résultats de santé et d'une moindre exposition au VIH, et dans certaines situations, de réduire l'exposition à la violence domestique^{37,38}.

En 2016, l'initiative sur les politiques foncières (IPF) a lancé une campagne réclamant que 30 % des terres d'Afrique soient la propriété individuelle ou collective de femmes d'ici à 2025³⁹. Bien que les Africaines jouent un rôle prépondérant dans le secteur agricole et la production alimentaire, le système coutumier et juridique les empêche d'accéder et de contrôler les terres qu'elles travaillent⁴⁰. Cette campagne vise à atteindre cet objectif par le biais de l'étude des lois et réglementations en vigueur, le plaidoyer en faveur de la propriété foncière des femmes et l'amélioration de l'efficacité de l'administration foncière⁴¹.

Étude de cas : Le plus grand indicateur de pauvreté en Inde est l'absence de terres

Il est estimé que 18 millions de familles dans les régions rurales de l'Inde ne possèdent pas de terres et que les droits de dizaines de millions d'autres sur les terres dont elles dépendent ne sont pas garantis. L'insécurité à long terme et l'incapacité à protéger et sauvegarder la terre dont ces familles dépendent sont un très fort indicateur de pauvreté et de conflits liés aux semences, qui contraignent la croissance économique⁴². Depuis l'an 2000, Landesa s'emploie à modifier cette réalité. En s'alliant avec l'État et les leaders du gouvernement central, Landesa souhaite favoriser les possibilités, multiplier les incitations et améliorer la sécurité par le biais du renforcement des droits fonciers. Landesa soutient la création de politiques de renforcement des droits fonciers des filles et des femmes, d'amélioration des connaissances de la loi et d'octroi d'exploitations et de terres arables aux femmes rurales⁴³. En collaborant avec les officiel-le-s des gouvernements des États indiens et les leaders du gouvernement central, Landesa est parvenue à toucher plus d'un million de familles⁴⁴. Les leaders des États les plus pauvres de l'Inde reconnaissent de plus en plus que les régimes incertains sont un obstacle majeur au développement et à la stabilité. Les gouvernements du Bihar, Bengale-occidental, Odisha, Karnataka, Andhra Pradesh, Telangana et Uttar Pradesh ont déjà initié des programmes de renforcement des droits fonciers des femmes et des filles⁴⁵.

Inclure les femmes dans les prises de décision relatives à la gestion des terres et des ressources, dont la planification énergétique nationale

Pour que des programmes efficaces et pérennes de gestion des ressources soient mis en œuvre, les femmes doivent être impliquées dans le processus de prises de décision, puisqu'elles sont concernées en premier plan par les inégalités en termes de terres et de ressources. Le genre joue un rôle décisif dans la manière dont les personnes utilisent et tirent profit de la terre et des ressources naturelles, qui sont très fortement liées aux moyens de subsistance de la très grande majorité des personnes⁴⁶. Ne pas reconnaître les défis et possibilités uniques que connaissent les femmes, et particulièrement en contextes de conflit, qui incluent le risque d'insécurité physique en lien avec leur rôle dans la collecte de ressources naturelles ou la culture de la nourriture pour la famille, risque potentiellement de perpétuer les inégalités relatives aux droits, à l'accès et au contrôle relatifs à la terre et aux ressources naturelles⁴⁷.

Étude de cas : Inviter les femmes à la table au Soudan

Au lendemain de la création de la République du Soudan du Sud en 2011, SOS Sahel, une ONG internationale qui travaille en partenariat avec des groupes locaux, a mis en œuvre un programme de réduction des conflits basés sur les ressources qui fournit aux femmes et aux jeunes des compétences en gestion des ressources naturelles et en résolution des conflits⁴⁸. Réputées très influentes au niveau de l'instauration de la paix dans la région, les éleveuses agropastorales avaient néanmoins été exclues des processus de prises de décision⁴⁹. SOS Sahel a impliqué les femmes et les groupes marginalisés en encourageant les leaders traditionnel-le-s à les inclure dans les processus formels de prises de décision⁵⁰. Par le biais d'outils et de séances pédagogiques à destination des femmes dans les communautés, des groupes de pilotage comprenant des représentantes ont été mis sur pied, et des structures communautaires ont été enregistrées en tant qu'organismes légaux, conformément à la réglementation soudanaise⁵¹.

Mettre en œuvre les approches complètes du cadre de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH)

Les solutions durables pour les filles et les femmes nécessitent des approches complètes, qui facilitent l'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Il n'y a cependant pas de solution unique qui convienne à toutes les situations. Chaque intervention doit être adaptée aux réalités contextuelles de la communauté concernée. Des décennies d'expérience de programmes WASH révèlent que les premières étapes vers la réussite impliquent une analyse explicite des besoins sur le terrain et l'identification d'une hypothèse de changement avant de prendre une quelconque mesure⁵². De multiples organisations de développement de grande envergure travaillant dans le domaine du WASH ont identifié un certain nombre de facteurs à prendre en compte au niveau de l'analyse des atouts et points faibles locaux, de manière à concevoir une intervention adaptée qui inclue les besoins au sens large des communautés⁵³. De tels cadres exhaustifs sont essentiels pour garantir des avantages durables au long terme⁵⁴.

Ces cadres exhaustifs prennent en compte trois domaines autour desquels les interventions sont élaborées et mises en œuvre⁵⁵ :

1. l'accès aux fournitures et aux services, tels que l'approvisionnement en eau, les systèmes d'assainissement, les latrines, les stations de lavage des mains, le savon, les fournitures et équipements de traitement de l'eau, les services de prise en charge des matières fécales, les produits d'hygiène menstruelle, etc. ;
2. un environnement favorable incluant des politiques de soutien, des capacités institutionnelles renforcées, l'implication du secteur privé, le soutien organisationnel du gouvernement et de la société civile, le financement adéquat, les partenariats et la collaboration transversale ; et
3. la mise en place d'activités de promotion de l'hygiène en vue d'un changement social et comportemental, par le biais de la communication interpersonnelle, des médias de masse, du théâtre communautaire, de la mobilisation communautaire, de la commercialisation de l'assainissement, du changement des normes sociales et de la création d'habitudes.

Ces trois domaines sont en lien et, ensemble, promeuvent des changements de comportement à la fois sains et durables. Prenez l'exemple de la gestion de l'hygiène menstruelle. Elle nécessite d'accéder à des produits et des services, dont des serviettes, des quantités d'eau suffisantes pour se laver, et un lieu retiré où se changer et se baigner⁵⁶. Une amélioration des comportements en lien avec l'assainissement implique l'accès à des installations sanitaires, mais



peut également nécessiter des prêts de microfinance pour les ménages afin d'acheter des latrines, avec le temps, et des services de prise en charge des matières fécales afin d'entretenir ces installations dans la durée^{57,58}.

Le deuxième pilier, l'environnement favorable, nécessite que les gouvernements adoptent des politiques centrées sur la prestation de services d'assainissement et d'eau pour les communautés et garantissent que les services WASH soient inclus dans le budget de l'éducation^{59,60}. Les bonnes pratiques en termes de services d'eau et d'assainissement communautaires incluent le renforcement de la gouvernance communautaire et la revendication d'une juste représentation et d'une participation significative des femmes dans la planification, la conception et la supervision des services⁶¹. Pour revenir à l'exemple de la gestion de l'hygiène menstruelle, un environnement favorable pourrait inclure la suppression des taxes sur les produits d'hygiène féminine⁶². Il pourrait également inclure des politiques scolaires permettant aux filles d'utiliser les installations sanitaires en fonction de leurs besoins et des budgets pour le savon et les fournitures menstruelles. Enfin, disposer de produits et services WASH aisément accessibles et d'un environnement de soutien et favorable ne garantit pas que les personnes et communautés adopteront de manière cohérentes et adéquates des pratiques améliorées en matière de WASH. Il est en effet essentiel de modifier les comportements en créant une demande.

Étude de cas : L'approche multisectorielle de la réduction de la malnutrition

Au Bangladesh, le programme *Strengthening Household Ability to Respond to Development Opportunities* (renforcement de la capacité des ménages à répondre aux possibilités de développement) a adopté une approche multisectorielle pour améliorer le statut nutritionnel des mères et des enfants dans quatre zones rurales isolées⁶³. Centré sur l'amélioration de l'alphabétisation et des compétences de meneuses des filles et des femmes, et sur l'installation de puits permettant un meilleur accès à l'eau potable, le programme a permis aux communautés de jouir d'une meilleure santé et de moins souffrir de malnutrition⁶⁴. De même, en insistant sur l'importance d'adopter de bonnes pratiques WASH, le pourcentage de femmes lavant leurs mains avant de préparer les repas est passé de 60 à 94 % ; les ménages disposant d'un accès à l'eau sûre et propre a augmenté de 57 à 71 % et le pourcentage de personne ayant accès à des latrines de 13 à 54 %⁶⁵.

Améliorer les services hydrauliques

Lorsque les femmes passent moins de temps à aller chercher de l'eau, elles gagnent du temps productif qui peut être occupé à prendre soin de leurs enfants, cultiver des aliments ou poursuivre des études ou des opportunités économiques⁶⁶. Et lorsque les femmes n'ont pas besoin de parcourir de longues distances à pied pour se procurer de l'eau, elles évitent également les risques associés à ces déplacements, tels que les violences basées sur le genre et les attaques par des animaux⁶⁷. Au-delà de cela, les avantages à réduire le temps passé à se procurer de l'eau sont nombreux pour leur santé. Une diminution de 15 minutes du temps passé à marcher jusqu'à une source d'eau est associée à une réduction moyenne de 41 % dans la prévalence de la diarrhée, et une réduction de 11 % de la mortalité chez les moins de 5 ans, de même que des améliorations au niveau du statut nutritionnel des enfants ; une conséquence probable du fait de disposer de davantage d'eau à la maison⁶⁸.

Des stratégies nationales exhaustives en matière d'eau devraient être élaborées et inclure la construction, la mise en route, l'entretien et la réhabilitation de points d'eau⁶⁹. Le nombre optimal de bénéficiaires et la distance optimale depuis les foyers au sein de la zone des services doivent également être clairement définis. Des recommandations par le passé définissaient l'accès raisonnable comme étant égal ou inférieur à 1 km des habitations⁷⁰. Les stratégies sur l'eau doivent également aborder de manière claire l'accès sûr dans les établissements informels et les zones péri-urbaines, et donner une définition acceptable au niveau national du temps passé à aller chercher de l'eau en dehors de la maison. Elles doivent décourager toute forme de stigmatisation ou discrimination à l'égard des menstruations ou des groupes minoritaires et éviter toute autre norme sociale ou pratique communautaire paralysante⁷¹. Le rôle des femmes dans la collecte et le traitement de l'eau, ou l'irrigation, devrait systématiquement être suivi, afin de superviser les modifications et améliorations, pour mieux comprendre la manière dont l'amélioration des services hydrauliques modifie le statut des femmes au sein de leur foyer ou de la société.

L'autonomisation des femmes est une composante importante de la prestation de services. Les femmes doivent être impliquées dans la planification de la prestation des services de l'eau et être représentées et participer de manière significative au sein des organes de gouvernance. En outre, les femmes doivent être soutenues pour s'impliquer dans la prestation de services WASH, par l'octroi de possibilités génératrices de revenu. Il a été démontré que les communautés dotées de groupes d'utilisateur-trice-s des services d'eau et d'assainissement comptant des femmes fonctionnent plus efficacement et durablement⁷².

Promouvoir l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)

L'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) est un processus participatif modéré visant à inciter les communautés à abandonner la pratique acceptée de la défécation à l'air libre, sans compter sur des aides extérieures dans le but de construire des toilettes. Lorsqu'il est modéré efficacement, l'ATPC déclenche un sentiment de dégoût et de honte partagé au sein de la communauté, lorsque ses membres se rendent compte qu'ils ingèrent littéralement les excréments les un-e-s des autres tant que la défécation à l'air libre continue⁷³. Ceci entraîne souvent la prise de décision spontanée par la majorité des ménages de construire ou améliorer des latrines et s'appuie sur les normes sociales qui incite à l'action communautaire visant à critiquer ouvertement celles et ceux qui enfreignent les nouvelles pratiques et à poursuivre le renforcement de l'utilisation des latrines et les pratiques d'assainissement. L'approche de la conception et la réalisation par soi-même des latrines favorise l'innovation locale, résultant en une élimination de la défécation à l'air libre dans les communautés sous 3 à 6 mois⁷⁴.

Proposer des options d'assainissement au plus près de chez soi est une amélioration essentielle pour les femmes dans la communauté, qui doivent souvent marcher très longtemps pour trouver un lieu retiré, et se trouver ainsi plus à risque d'être confrontées aux violences basées sur le genre⁷⁵. Disposer d'un assainissement à la maison peut soulager de nombreux fardeaux pour les femmes. Cela leur permet d'économiser à la fois du temps et de l'énergie, garantit leur dignité, réduit leur exposition à la violence et améliore leur statut nutritionnel, qui peuvent, à leur tour, avoir un impact positif sur leurs résultats en matière de santé reproductive et de grossesse^{76,77}.

Sur la durée, les responsables de la mise en œuvre de l'ATPC en ont élargi et renforcé le concept en intégrant une gamme de mesures permettant l'amélioration des résultats de santé, dont la promotion du lavage des mains au savon et le soutien de la commercialisation de l'assainissement afin d'impliquer les contributions du secteur privé⁷⁸. L'ATPC permet également d'aborder des sujets qui étaient autrefois tabous. Les femmes peuvent discuter des risques sanitaires en lien avec une mauvaise gestion de l'hygiène menstruelle (GHM). Et dès lors qu'ils ont compris les enjeux et les éventuels écueils, les hommes et les garçons veulent soutenir leurs femmes et leurs sœurs. En initiant ces discussions à la maison, il est plus aisé pour les femmes de prendre part à des discussions au niveau de la communauté, ainsi qu'à des décisions qui auront des conséquences sur leur santé, renforceront leur dignité et contribueront à changer les normes sociales et culturelles⁷⁹.

Étude de cas : Programme WASHplus au Mali



WASHplus a intégré un programme WASH/nutrition dans la région de Mopti au Mali, afin d'atteindre les femmes en âge de procréer et leurs enfants dans 180 villages de trois districts connaissant de forts taux de retards de croissance⁸⁰. En plus de motiver les villages à abandonner collectivement la défécation à l'air libre et à augmenter la demande d'assainissement à faible coût, le programme insiste sur l'amélioration de la nutrition et des pratiques d'hygiène, dont le lavage des mains, le traitement de l'eau, l'allaitement exclusif et la diversité alimentaire par le biais d'une multitude d'approches de modifications du comportement⁸¹. Les agent-e-s de santé communautaires formé-e-s effectuent des visites pour éduquer les femmes en matière de WASH et mener des dépistages afin d'identifier les enfants sous alimentés, qui sont adressé-e-s aux centres de santé/nutrition communautaires pour y recevoir un traitement⁸².

Mettre en place des services WASH complets dans les écoles, dont des dispositions relatives à la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM)

Lorsque les filles poursuivent leur scolarité, elles deviennent des femmes mieux instruites qui tendent à planifier le nombre d'enfants qu'elles veulent avoir et quand les avoir, à avoir des enfants en meilleure santé et mieux instruits et à percevoir de meilleurs salaires⁸³. Une étude systématique de la recherche actuelle a révélé que la scolarisation des filles est positivement associée à un âge des premières relations sexuelles, du mariage et de la maternité plus tardif, des taux de VIH/sida inférieurs et une égalité de genre renforcée⁸⁴. Une des principales manières d'augmenter la fréquentation de l'école par les filles est d'y investir dans les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH)⁸⁵, car le manque de telles installations est cité comme un obstacle majeur à une éducation de qualité⁸⁶. Introduire des installations et programmes WASH dans les écoles attirerait les élèves et réduirait leur absentéisme⁸⁷. De plus, les parents préfèrent scolariser leurs enfants dans des écoles disposant d'installations sanitaires adéquates⁸⁸.

Un programme WASH complet à l'école inclut l'accès à des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène, une éducation à l'hygiène et la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM)⁸⁹. Ces installations doivent être distinctes selon le genre, en comptant en moyenne 25 filles par toilette et 50 garçons par toilette, et disposer d'un point d'eau sûr où boire et se laver les mains⁹⁰. L'absence de toilettes distinctes selon le genre est particulièrement délicat pour les adolescentes menstruées, qui peuvent rater jusqu'à une semaine d'école par mois⁹¹, et nombre d'entre elles finissent tout bonnement par quitter l'école⁹². Garantir l'efficacité des programmes de gestion de l'hygiène menstruelle nécessite bien plus que de construire des installations favorables aux filles. Les écoles doivent également prévoir une éducation à la puberté pour les filles et les garçons, former les enseignant-e-s, les familles et les communautés à propos de l'hygiène menstruelle de manière à briser les tabous et les contraintes culturelles⁹³. Les filles doivent également avoir leur mot à dire dans les genres d'installations et de produits menstruels qui répondraient le mieux à leurs besoins à l'école, sur la voie d'écoles plus « favorables aux filles », sources d'autonomisation et de fertilité pour ces dernières⁹⁴. L'impact positif dans les écoles peut se faire ressentir jusque dans les communautés. Un programme WASH à l'école en Zambie, par exemple, a entraîné des ménages à installer des latrines et des points d'eau pour se laver les mains, des enfants à enseigner à leurs parents de bonnes pratiques d'hygiène et des discussions ouvertes sur des sujets précédemment tabous, tels que la défécation à l'air libre et les menstruations^{95,96}.

Étude de cas : SPLASH en Zambie

SPLASH (promotion par les écoles de la réussite scolaire par le biais de l'assainissement et l'hygiène), une activité WASHplus financée par USAID/Zambie, a permis l'installation de points d'eau potable et l'éducation à l'assainissement et l'hygiène dans des écoles primaires de la province orientale du pays^{97,98}. En permettant un environnement d'apprentissage plus propre et sûr, SPLASH visait à améliorer la santé, l'apprentissage et la performance des élèves et des enseignant-e-s⁹⁹. Les activités étaient centrées sur la prestation d'eau potable sûre et d'un assainissement adéquat et l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène¹⁰⁰. Dans le cadre de la composante gestion de l'hygiène menstruelle, les latrines des filles ont été équipées de salles d'eau et les écoles encouragées à constituer des réserves de serviettes hygiéniques et autres consommables, tels que le savon et le papier toilette¹⁰¹. Le programme SPLASH a constaté une augmentation anecdotique des inscriptions à l'école et une baisse de 26 % de l'absentéisme des élèves^{102,103}.

SECTION 3 : AVANTAGES DE L'INVESTISSEMENT

Les résultats d'une analyse globale de rentabilité de la fourniture d'eau et de l'assainissement présentent les coûts et avantages d'un investissement dans toutes les améliorations en eau et en assainissement¹⁰⁴. Dans les régions en développement, le retour sur un investissement de 1 USD allait de 2 USD à 5,50 USD, en fonction de l'intervention¹⁰⁵. Le principal élément de ces avantages économiques était le temps gagné grâce à un meilleur accès aux services d'eau et d'assainissement, qui représentait plus de 70 % de l'ensemble des bénéfices économiques¹⁰⁶.

Bien que les données comparables relatives à l'énergie dans les ménages n'aient pas encore été calculées, une analyse de l'Organisation mondiale de la Santé suggère qu'une moyenne de 91 milliards USD de bénéfices économiques annuels pourrait être obtenue si la moitié des personnes cuisinant aux combustibles solides utilisaient à la place du gaz de pétrole liquéfié¹⁰⁷. Les bénéfices sociétaux prendraient, quant à eux, la forme d'améliorations de l'état sanitaire et social, ainsi que de réductions des corvées, du temps passé à s'approvisionner en combustibles et du risque d'attaques ou d'agressions pendant ces collectes¹⁰⁸. L'ensemble de ces gains entraîneraient des bénéfices économiques supplémentaires qui sont nécessaires à un développement à la fois inclusif et durable¹⁰⁹.

Investir dans des efforts en vue d'améliorer l'accès des femmes à la terre et leur capacité à travailler impacte également positivement les économies locales¹¹⁰. Lorsque les femmes disposent réellement de droits fonciers, leurs revenus peuvent fortement augmenter, leur permettant dès lors d'ouvrir des comptes en banque, d'économiser de l'argent, de s'ouvrir des droits au crédit et d'investir¹¹¹. De plus, lorsque les femmes sont autonomisées, leurs enfants le sont également – une répercussion qui contribue à briser les cycles de la pauvreté¹¹². Les femmes sont confrontées à d'importants écarts de genre dans l'accès aux ressources productives, telles que la terre, le crédit, l'eau, l'énergie et les technologies¹¹³. Comblar ces écarts permettrait d'augmenter les rendements agricoles de 20 à 30 % sur les exploitations des femmes, et de ce fait à 100 à 150 millions de personnes de ne plus souffrir de la faim¹¹⁴.

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Stimuler l'autonomisation économique des femmes ».

Réalisé efficacement, l'investissement dans un accès sûr à l'eau, l'assainissement et l'énergie domestique peut mieux impliquer la moitié de la population et stimuler la productivité économique. Adopter l'optique du genre peut augmenter l'impact positif de l'accès aux ressources, qui profite à tout le monde : les femmes, les communautés locales et les pays à revenu faible à intermédiaire.

SECTION 4 : APPELS À L'ACTION

Il a été démontré à maintes reprises que les stratégies transversales détaillées précédemment ont la capacité d'élargir l'accès aux ressources et de multiplier les possibilités pour les femmes qui ont du mal à se les procurer. Adaptées aux contextes spécifiques de chaque communauté, non seulement ces approches autonomisent-elles les femmes, mais elles améliorent également la santé et la richesse de sociétés tout entières.



Pour contribuer au progrès pour tout le monde, de nombreuses parties prenantes doivent collaborer – les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations concernées, le secteur privé, les Nations unies et d'autres organisations bi- et multilatérales – de manière à mener les actions suivantes, en faveur des filles et des femmes :

- Impliquer les femmes dans les efforts de promotion de l'accès universel à des sources abordables, sûres et durables d'énergie propre, dont des cuisinières non polluantes, dans toutes les maisons et les communautés.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les populations touchées, les Nations unies et le secteur privé)
- Mettre en place des cadres juridiques et réglementaires clairs et des mesures de collecte de données ventilées par sexe pour garantir la protection des droits fonciers des femmes, et notamment les droits de succession, de propriété, d'accès, de contrôle et de participation dans la gouvernance foncière.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile et les Nations unies)
- Améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et collaborer avec les communautés et les écoles (rurales et urbaines) pour qu'elles deviennent exemptes de défécation à l'air libre et plus « favorables aux filles ».
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- S'assurer que les écoles disposent d'installations WASH adéquates et fournissent une éducation à la gestion de l'hygiène menstruelle.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, et le secteur privé)
- Favoriser les conceptions axées sur les filles et les femmes pour renforcer leur accès aux ressources naturelles, à la terre, l'eau, l'assainissement et l'énergie abordable.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- Soutenir le développement des femmes, leur accès, leur propriété, leur bénéfice et leur héritage des biens, tels que la terre, les ressources productives, le capital et la technologie.
(Concerne avant tout : la société civile, les gouvernements et le secteur privé)

Révisé et actualisé en août 2017

Préparé par : Renuka Bery et Julia Rosenbaum, FHI 360

Révisé par : Genine Babakian, Consultante ; Mary Crippen, Consultante ; Liuba Grechen Shirley, Consultante ; Juliana Bennington, Women Deliver ; Maria DeVoe, Women Deliver ; Tatiana DiLanzo, Women Deliver ; Louise Dunn, Women Deliver ; Katja Iversen, Women Deliver ; Vanessa Lopes Janik, Groupe Banque mondiale ; Jessica Malter, Women Deliver ; Tzili Mor, Landesa Center for Women's Land Rights ; Susan Papp, Women Deliver ; Rosemary Pop, World Bank Water Global Practice ; Savannah Russo, Women Deliver ; Athena Rayburn, Women Deliver ; Petra ten Hoop-Bender, Women Deliver ; Rachel Mahmud, Global Alliance for Clean Cookstoves ; Jessie Durrett, Global Alliance for Clean Cookstoves ; Katia Araujo, Landesa Center for Women's Land Rights ; Julia Rosenbaum, FHI 360

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.

Cette série de documents d'orientation a été constituée pour servir aux responsables des politiques, responsables des prises de décisions, aux défenseur-e-s et activistes afin de leur permettre de faire progresser des thématiques concernant les filles et les femmes au niveau du développement mondial. Ces documents sont conçus pour être disponibles et en accès libre pour tout le monde.

➔ **Pour découvrir la campagne Deliver for Good, rendez-vous sur deliverforgood.org.**

NOTES DE FIN

¹ Giovarelli, Renee, Beatrice Wamalwa, and Leslie Hannay. "Land Tenure, Property Rights, and Gender Challenges and Approaches for Strengthening Women's Land Tenure and Property Rights." USAID. Jul. 2013. Web. 13 Apr. 2016. <http://www.usaidlandtenure.net/sites/default/files/USAID_Land_Tenure_Gender_Brief_061214.pdf>.

² Women at Work: Trends 2016. International Labour Office, 2016. Web. <http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_457317.pdf>.

³ "Land & Gender." Land Portal. N.d. Web. <<https://landportal.info/book/thematic/land-and-gender>>.

⁴ "Women's Economic Empowerment." Issues paper. 2011. Web. 1 Apr. 2016. <<https://www.oecd.org/dac/gender-development/47561694.pdf>>.

⁵ Ibid.

⁶ "Why Women Are Key." Women's Earth & Climate Action Network, International. 2016. Web. <<http://wecaninternational.org/why-women-are-key>>.

⁷ "UN Report: World Faces 40% Water Shortfall by 2030." 22 Mar. 2015. Web. 8 Mar. 2016. <<http://www.voanews.com/content/un-report-world-faces-40-percent-water-shortfall-by-2030/2690205.html>>.

⁸ Fonjong, Lotsmart N. and Martha Abongwa Ngekwi. "Challenges of Water Crisis on Women's Socio-Economic Activities in the Buea Municipality, Cameroon." Journal of Geography and Geology 6.4 (2014). Web. <<http://ccsenet.org/journal/index.php/jgg/article/view/39557/23146>>.

⁹ House, Sarah, et al. "Violence, Gender, & WASH: Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services." A Practitioner's Toolkit. London: WaterAid/SHARE, 2014. Web. 12 Apr. 2016. <<http://violence-wash.lboro.ac.uk/vgw/Briefing-notes-toolsets-checklists/VGW-TS1-Case-studies-examples/VGW-TS1-Case-studies-GBV-and-WASH.pdf>>.

¹⁰ "Why Land Rights Matter." Washington: USAID, 2015. Web. <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/USAID_Infographic_Why_Land_Rights_Matter_Print_rev.pdf>.

¹¹ "Land & Gender." Land Portal. N.d. Web. <<https://landportal.info/book/thematic/land-and-gender>>.

¹² "Water and Sanitation: The Pathway to a Sustainable Future." Infographic. New York: UN Water, 2015. Web. <<http://www.hopespring.org.uk/water-and-sanitation-the-pathway-to-a-sustainable-future-infographic/>>.

¹³ "We Can't Wait: A Report on Sanitation and Hygiene for Women and Girls." 2013. Web. <<http://www.wateraid.org/what-we-do/our-approach/research-and-publications/view-publication?id=a5ab0a96-1574-4225-a16a-75d5e5ec4232>>.



- ¹⁴ "Global and regional estimates of violence against women: prevalence and health effects of intimate partner violence and non-partner sexual violence." Geneva: World Health Organization, 2013. Web. 8 Apr. 2016. <http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/85239/1/9789241564625_eng.pdf?ua=1>.
- ¹⁵ House, Sarah, et al. "Violence, Gender, & WASH: Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services." A Practitioner's Toolkit. London: WaterAid/SHARE, 2014. Web. 12 Apr. 2016. <<http://violence-wash.lboro.ac.uk/vgw/Briefing-notes-toolsets-checklists/VGW-TS1-Case-studies-examples/VGW-TS1-Case-studies-GBV-and-WASH.pdf>>.
- ¹⁶ "Water for Women: Every woman counts. Every second counts." New York: UN Water, 2015. Web. <http://www.unwater.org/fileadmin/user_upload/worldwaterday2015/docs/Water%20For%20Women.pdf>.
- ¹⁷ "Mutual Benefits of Empowering Women for Sustainable and Inclusive Development." Vienna: United Nations Industrial Development Organization, n.d. Web. 12 Apr. 2016. <https://www.unido.org/fileadmin/user_media_upgrade/What_we_do/Topics/Energy_access/03_UNIDO_Energy_Gender_Brochure.pdf>.
- ¹⁸ Ray, Isha. "Women, Water, and Development." Annual Review of Environment and Resources 32 (2007): 421-449.
- ¹⁹ "Water, Sanitation and Hygiene." Annual Report 2011. New York: UNICEF, 2012. Web. <http://www.unicef.org/wash/files/UNICEF_WASH_2011_Annual_Report_Final.pdf>.
- ²⁰ Ibid.
- ²¹ Practical Action. Poor people's energy outlook 2014: Key messages on energy for poverty alleviation. Rugby: Practical Action Publishing, 2014. Web. 8 Mar. 2016. <<https://www.gogla.org/wp-content/uploads/2013/09/539ae24e-74f8-4ef2-a359-1c690a000075.pdf>>.
- ²² Ibid.
- ²³ The Power of Literacy: Women's Journeys in India, Indonesia, Philippines and Papua New Guinea. Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education (ASPBAE), 2012. Web. <<http://www.campaignforeducation.org/docs/reports/members/The%20Power%20of%20Literacy.pdf>>.
- ²⁴ Girls' education – the facts. UNESCO, Oct. 2013. Web. <<http://en.unesco.org/gem-report/sites/gem-report/files/girls-factsheet-en.pdf>>.
- ²⁵ Household air pollution and health. WHO Fact sheet N°292, Updated February 2016, <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs292/en/>
- ²⁶ "Women, Energy and Economic Empowerment." Boiling Point. A Practitioner's Journal on Household Energy, Stoves and Poverty Reduction 66 (2015). Web. 12 Apr. 2016. <<http://energia.org/wp-content/uploads/2015/07/BP66-Women-Energy-and-Economic-Empowerment-compressed.pdf>>.
- ²⁷ "WE Programme." n.d. Web. 8 Mar. 2016. <<http://energia.org/what-we-do/womens-economic-empowerment/>>.
- ²⁸ Shankar, Anita V., Mary Alice Onyura, and Jessica Alderman. Understanding Impacts of Women's Engagement in the Improved Cookstove Value Chain in Kenya. GLOBAL ALLIANCE FOR CLEAN COOKSTOVES, 4 May 2015. Web. <<http://cleancookstoves.org/resources/356.html>>.
- ²⁹ Ibid.
- ³⁰ Rolffs, P., R. Byrne, and D. Ockwell. "Financing Sustainable Energy for All: Pay-as-you-go vs. traditional solar finance approaches in Kenya." STEPS Working Paper 59. Brighton: STEPS Centre, 2014. Web. 12 Apr. 2016. <<http://steps-centre.org/wp-content/uploads/Financing-Energy-online.pdf>>.
- ³¹ Roy, Bunker. "Women Barefoot Engineers: A Community Solution." New York: United Nations Commission on the Status of Women, 2011. Web. 12 Apr. 2016. <<http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw55/panels/Panel1-Roy-Bunker.pdf>>.
- ³² Ibid. ³³ Ibid.
- ³⁴ Ibid.
- ³⁵ Peterman, Amber. "Women's Property Rights and Gendered Policies: Implications for Women's Long-term Welfare in Rural Tanzania." The Journal of Development Studies 47.1 (2011): 1-30. Web. 8 Mar. 2016. <<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/00220381003600366>>.
- ³⁶ Ibid.
- ³⁷ Allendorf, Keera. "Do Women's Land Rights Promote Empowerment and Child Health in Nepal?" World Dev. 35.11 (2007): 1975-1988. Web. 15 Apr. 2016. <<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3657746/>>.
- ³⁸ Knox, Anna, Aslihan Kes, and Noni Milici. "Organizational Approaches for Women's Property Rights." Washington: INTERNATIONAL CENTER FOR RESEARCH ON WOMEN (ICRW), n.d. Web. 15 Apr. 2016. <<http://www.icrw.org/sites/default/files/publications/Mending-the-Gap-Between-Law-and-Practice-Organizational-Approaches-for-Womens-Property-Rights.pdf>>.
- ³⁹ "Put land in the hands of women for economic transformation – A call for policy makers." UNECA. 10 Jul. 2016. Web. <<http://www.uneca.org/stories/put-land-hands-women-economic-transformation-%E2%80%93-call-policy-makers>>.
- ⁴⁰ Ibid.
- ⁴¹ Ibid.
- ⁴² "Landesa in India." Landesa. 2015. Web. <<http://www.landesa.org/what-we-do/india/>>.
- ⁴³ Ibid.
- ⁴⁴ Ibid.
- ⁴⁵ Ibid.
- ⁴⁶ "Women and Natural Resources: Unlocking the Peacebuilding Potential." New York: United Nations Environment Programme, United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women, United Nations Peacebuilding Support Office and United Nations Development Programme, 2013. Web. <<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/WomenNaturalResourcesPBreport2013.pdf>>.
- ⁴⁷ Ibid.
- ⁴⁸ Ibid.
- ⁴⁹ Ibid.
- ⁵⁰ Ibid.
- ⁵¹ Ibid.
- ⁵² Dreifelbis, R, et al. "The Integrated Behavioural Model for Water, Sanitation, and Hygiene: a systematic review of behavioural models and a framework for designing and evaluating behaviour change interventions in infrastructure-restricted settings." BMC Public Health 13 (2013). Web. <<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4231350/>>.
- ⁵³ Ibid.
- ⁵⁴ Ibid.
- ⁵⁵ Storti, C, et al. The Hygiene Improvement Framework: a comprehensive approach for preventing childhood diarrhea. 2004.
- ⁵⁶ Sommer, Marni, et al. "WASH in Schools Empowers Girls' Education: Proceedings of the Menstrual Hygiene Management in Schools Virtual Conference 2013." UNICEF. 2013. Web. <[http://www.unicef.org/wash/schools/files/MHM_Booklet_Final_HR\(3\).pdf](http://www.unicef.org/wash/schools/files/MHM_Booklet_Final_HR(3).pdf)>.
- ⁵⁷ "Financing Sanitation for Cities and Towns." Learning Paper. Sydney: Institute for Sustainable Futures, University of Technology Sydney, 2014. Web. 15 Apr. 2016. <<http://www.colorado.edu/washsymposium/sites/default/files/attached-files/SNV%20Financing%20Sanitation%20Learning%20Paper.pdf>>.
- ⁵⁸ Koné, Doulaye and Sylvie Peter. "Faecal Sludge Management (FSM)." Sandec Training Tool 1.0 – Module 5. Dübendorf: Sandec: Department of Water and Sanitation in Developing Countries, 2008. Web. 15 Apr. 2016. <http://www.sswm.info/sites/default/files/reference_attachments/EAWAG%20SANDEC%202008%20Module%205%20FSM%20Lecture.pdf>.
- ⁵⁹ "Public finance for water supply and sanitation: focus on national budgets." Briefing note. Addis Ababa: WaterAid in Ethiopia, n.d. Web. 15 Apr. 2016.
- ⁶⁰ Sommer, Marni, et al. "WASH in Schools Empowers Girls' Education: Proceedings of the Menstrual Hygiene Management in Schools Virtual Conference 2014." New York: UNICEF, 2015. Web. 16 Apr. 2016. <http://www.unicef.org/wash/schools/files/MHM_vConf_2014.pdf>.
- ⁶¹ "Minimum standard commitments to gender and diversity in emergency planning." Pilot Version. Geneva: International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, 2015. Web. 15 Apr. 2016. <<http://www.ifrc.org/Global/Photos/Secretariat/201505/Gender%20Diversity%20MScs%20Emergency%20Programming%20HR3.pdf>>.
- ⁶² Sommer, Marni. "Where the education system and women's bodies collide: The social and health impact of girls' experiences of menstruation and schooling in Tanzania." JOURNAL OF ADOLESCENCE 33.4 (2010): 521-529. Web. <https://www.researchgate.net/publication/223035224_Where_the_education_system_and_women's_bodies_collide_The_social_and_health_impact_of_girls_experiences_of_menstruation_and_schooling_in_Tanzania>.
- ⁶³ "Multi-Sector Approach to Reducing Malnutrition Combining 'Short' and 'Long' Routes." Bangladesh 2006-2010: LARGE-SCALE PROGRAMS AIMED AT REDUCING MALNUTRITION THROUGH A CROSS-SECTOR APPROACH INCLUDING WASH. Washington: USAID, 2015. Web. <<http://www.washplus.org/sites/default/files/bangladesh-multisector2015.pdf>>.
- ⁶⁴ Ibid.
- ⁶⁵ Ibid.
- ⁶⁶ "Water for Women: Every woman counts. Every second counts." New York: UN Water, 2015. Web. <http://www.unwater.org/fileadmin/user_upload/worldwaterday2015/docs/Water%20For%20Women.pdf>.
- ⁶⁷ House, Sarah, et al. "Violence, Gender, & WASH: Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services." A Practitioner's Toolkit. London: WaterAid/SHARE, 2014. Web. 12 Apr. 2016. <<http://violence-wash.lboro.ac.uk/vgw/Briefing-notes-toolsets-checklists/VGW-TS1-Case-studies-examples/VGW-TS1-Case-studies-GBV-and-WASH.pdf>>.
- ⁶⁸ Pickering, AJ and J Davis. "Freshwater availability and water fetching affect child health in Sub-Saharan Africa." Environ. Sci. Technol. 46.4 (2012): 2391-2397. Web. <<http://pubs.acs.org/doi/abs/10.1021/es203177v>>.
- ⁶⁹ "Global Water Supply and Sanitation Assessment." 2000 Report. 2000. Web. <http://www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/jmp2000.pdf>.
- ⁷⁰ Ibid.
- ⁷¹ House, Sarah, et al. "Violence, Gender, & WASH: Making water, sanitation and hygiene safer through improved programming and services." A Practitioner's Toolkit. London: WaterAid/SHARE, 2014. Web. 12 Apr. 2016. <<http://violence-wash.lboro.ac.uk/vgw/Briefing-notes-toolsets-checklists/VGW-TS1-Case-studies-examples/VGW-TS1-Case-studies-GBV-and-WASH.pdf>>.
- ⁷² "Water for a Sustainable World." The United Nations World Water Development Report 2015. Paris: UNESCO, 2015. Web. <<http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002318/231823E.pdf>>.
- ⁷³ Pickering, AJ, et al. "Effect of a community-led sanitation intervention on child diarrhoea and child growth in rural Mali: a cluster-randomised controlled trial." The Lancet Global Health 3.11 (2015): e701-e711. Web. <[http://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(15\)00144-8/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(15)00144-8/fulltext)>.
- ⁷⁴ Rijsberman, Frank and Alix Peterson Zwane. "Sanitation and Water Challenge Paper." Challenge Paper. Copenhagen: Copenhagen Consensus 2012, 2012. Web. 8 Mar. 2016. <<http://www.>

